



L'opinion de Fabienne Delahaye : "Préférons le made in France"



Les choses les plus sérieuses sont parfois traitées avec dérision, c'est le cas du made in France. D'un côté, des villes et des régions embourbées dans une crise profonde pour cause de désindustrialisation ; de l'autre, une thématique trop souvent limitée au duo "tricot de peau-baguette de pain", bref à une plaisanterie de rêveurs et/ou de ringards.

Pourtant, parler made in France, c'est parler industrie, emploi, savoir-faire, y compris quand ils sont stratégiques – une pensée pour Alstom sous bannière américaine, Alcatel devenu finlandais. Je pense à Lafarge, Pechiney, Arcelor, la liste n'est pas exhaustive. On pourrait même y ajouter le ministère de l'Industrie qui, lui aussi, a disparu ! Et de cela, la mondialisation n'est pas responsable. La France, qui a construit sa puissance économique sur un petit nombre de fleurons industriels et qui les abandonnent les uns après les autres, hypothèque gravement son présent et surtout son

avenir.

L'importance d'injecter une dose de politique économique dans le débat politique

Moi qui ne suis que "petit chef d'entreprise", je voudrais dire à ceux qui pensent qu'un pays se gère comme une entreprise qu'ils sont dans l'erreur. N'en déplaise aux adorateurs du "libre-échangeisme", le problème ne se résume pas à une affaire de compétitivité et de charges sociales. Les choses sont plus complexes.

Peut-être faudrait-il injecter dans le débat, à quelques mois de l'élection présidentielle, une dose de politique économique. Pour notamment s'opposer, pendant qu'il en est encore temps, à la désindustrialisation qui concerne aussi bien les plus grands groupes industriels que les ETI (entreprises de taille intermédiaire), beaucoup trop rares en France si l'on prend l'Allemagne ou même l'Italie pour modèles. De même, faudrait-il soutenir les PME pour ce qu'elles sont, à savoir des "fixateurs locaux" d'activité, de dynamisme et de création de richesses.

"Un intérêt croissant pour la thématique du made in France"

Qui sait, nos politiques vont-ils peut-être s'engager résolument dans une politique de soutien à nos entreprises industrielles dont pourrait faire partie une promotion assumée et résolue du made in France ? Pour la défense des emplois et de nos territoires, pour la sauvegarde et la transmission de nos savoir-faire. Ils seraient d'ailleurs bien inspirés d'y réfléchir puisque, selon un récent sondage Ifop, 79 % des Français affirment un intérêt croissant pour la thématique du made in France, tandis que 94 % pensent "qu'acheter un produit fabriqué en France, c'est soutenir les entreprises et les emplois".

En termes économiques et sociaux, la France est en crise depuis déjà une quarantaine d'années. Et la politique de "tertiarisation" de l'économie (les services), qui nous est proposée, ne peut prétendre nous en sortir. La promotion du made in France peut, pour sa part, y contribuer. Notamment en corrigeant certains déséquilibres commerciaux dus à des pratiques de dumping

social et/ou fiscal, parfois au sein même de l'Europe. Soyons donc raisonnables : préférons le made in France.